



## L'Inde entre euphorie nucléaire et insurrection naxalite

Par [Alberto Cruz](#)

Région : [Asie](#)

Mondialisation.ca, 26 juin 2007

[Rebellion](#) 26 juin 2007



L'Inde est le second pays le plus peuplé du monde et, en même temps, un des plus méconnus. Pendant que pour une part la Russie et la Chine flirtent avec l'Inde pour créer un contrepoids réel aux USA (1), l'oligarchie de ce pays veut rompre définitivement cette hypothétique alliance et pour cela utilise la question nucléaire. Néanmoins, la proposition des USA des partager la technologie et le combustible nucléaires avec l'Inde ne compte pas sur le consentement indien sur un sujet crucial : la réalisation ou non de nouveaux essais nucléaires. Les USA s'y opposent, pendant que l'Inde considère que se plier aux exigences usaméricaines limiterait son droit à traiter le combustible atomique appauvri, un pas clef pour l'obtention de plutonium, et limiterait sa souveraineté.

Cela n'est pas seulement la position officielle du gouvernement, mais de l'opposition (gauche et droite) et des scientifiques, qui exigent que l'accord ne soit pas ratifié sans l'accord du Parlement. Dans ce dernier le Parti Communiste de l'Inde (marxiste), qui a 44 sièges sur un total de 543 au Parlement de la Nouvelle Delhi, comme le Bharatiya Janata de droite (183 sièges) sont d'accord et sans eux il n'est pas possible d'obtenir la majorité suffisante au Parlement. La pression est telle que si le Premier ministre, Manmohan Singh, le ratifiait sans cette approbation parlementaire, ce serait le point final de son gouvernement de coalition. Il vaut la peine de mentionner que le gouvernement est formé par une alliance de trois partis centristes dirigés par le Congrès National de l'Inde (145 sièges), le Rashtriya Janata Dal (21 sièges) et le Dravida Munnetra Kazhagam (16 sièges) appuyés de l'extérieur du gouvernement par le Front de Gauche (Parti communiste de l'Inde- Marxiste-44 sièges, et le Parti Communiste de l'Inde, 10 sièges) à côté d'autres partis de type régionaliste et ethnique.



L'Administration Bush a entamé le processus de rapprochement avec l'Inde sur la question nucléaire en mars 2006, en même temps que commençait la crise nucléaire avec l'Iran (2). Ce rapprochement consistait en la reconnaissance de la part des USA de la capacité nucléaire de l'Inde et se justifiait comme partie de l'acharnement de Bush à prévenir l'extension d'armes nucléaires, à éviter la course aux armements entre l'Inde et le Pakistan et à renforcer les relations entre les USA et l'Inde. Elle se terminait avec un embargo nucléaire de 30 années, imposé à l'Inde- qui n'est pas signataire du Traité de Non Prolifération des Armes Nucléaires, alors que l'Iran l'est- en 1974, quand elle a réalisé son premier essai nucléaire. En vertu de cet accord, qui est aujourd'hui dans l'air, l'Inde

accepterait la présence d'inspecteurs de l'Organisation Internationale pour l'Energie Atomique (OIEA) sur 14 de ses installations nucléaires et séparerait clairement les aspects civils et militaires de son programme nucléaire.

Mais l'accord irait plus loin : il exigerait que l'Inde rompe tous ses accords, énergétiques et militaires, avec l'Iran. L'offre des USA inclurait un renforcement des liens commerciaux avec le Kazakhstan et le Turkménistan, deux États asiatiques aux grandes réserves énergétiques, en particulier de gaz, ainsi qu'avec l'Afghanistan et le Pakistan pour compenser la carence énergétique de l'Inde si elle rompait avec l'Iran.



Tant l'Inde que le Pakistan ont signé une convention avec l'Iran pour construire un oléoduc, l' « oléoduc de la paix », pour fournir du gaz aux trois pays- pour un montant de 7.000 millions de dollars - et qui doit se conclure de manière formelle le 30 juin. C'est là une chose que les USA tentent d'empêcher à tout prix, ayant prévu d'intervenir pour la fin de ce mois au Conseil de Sécurité de l'ONU, avec une nouvelle batterie de sanctions, plus dures, contre l'Iran pour n'avoir pas arrêté son programme nucléaire. Les premières pressions usaméricaines se produisent auprès des pays qui composent le Conseil de Sécurité pour que les entreprises gazières soient incluses dans les sanctions (3). Comme de coutume, la politique extérieure des USA comporte une indéniable dose de pression et dans ce cas, ce n'est pas rien : en échange de la signature de l'accord nucléaire, l'Administration Bush appuiera l'entrée de l'Inde au Conseil de Sécurité de l'ONU en qualité de membre permanent, quoique sans droit de vote.

Selon la réforme qu'a timidement initié Kofi Annan, le Conseil de Sécurité de l'ONU sera élargi pour prendre en compte la nouvelle réalité mondiale par l'intégration en qualité de membres permanents, mais sans droit de vote, de l'Allemagne pour l'Europe, du Nigeria ou de l'Afrique du Sud pour l'Afrique, du Brésil ou du Mexique pour l'Amérique latine et de l'Inde ou du Japon pour l'Asie. Le critère que prévoyait Kofi Annan était le poids démographique et économique, y ajoutant des critères d'une meilleure représentation dans l'organe exécutif de l'ONU des différents peuples et cultures.

### L'insurrection maoïste et la lutte pour la terre

L'Inde aspire à devenir un pouvoir régional sans rivaux à l'horizon 2015. Pour cela, il est vital que soient assurés ses besoins énergétiques (pétrole et gaz en premier lieu) et c'est dans cet aspect que l'énergie nucléaire joue un rôle important. Depuis son indépendance de la Grande-Bretagne, l'Inde s'est efforcée de tirer parti de ce qu'on peut appeler une « économie de dimension » à savoir de tirer profit de son potentiel géographique et démographique. Néanmoins, en dépit des énormes différences sociales les forces révolutionnaires, ou si on préfère de gauche, ont progressé avec difficulté étant donné que le capitalisme s'est développé lentement, mais de manière constante dans une situation qui peut s'expliquer parce que dès le moment de l'indépendance (en 1947) elle disposait d'une industrie relativement développée et d'une riche bourgeoisie, puissante et très habile tant dans le domaine de la politique internationale (il ne faut pas oublier le poids de l'Inde dans la création du Mouvement des Pays Non-Alignés) que sur le plan national, combinant les mesures sociales - quoique sans abolir le système de castes - avec celles proprement capitalistes.

Cependant, durant les 18 dernières années l'Inde, s'est mise à impulser des politiques

néolibérales, démantelant progressivement son économie centralisée et privatisant les principaux secteurs à l'abri d'une batterie des lois qui ont protégé les Investissements Étrangers Directs, en particulier ceux d'origine usaméricaine qui sur la période sont passés de 76 millions de dollars à 4.000 millions. Le produit intérieur brut de l'Inde est quant à lui de 786.000 millions de dollars, soit quatre fois celui des autres pays du sud de l'Asie.

Cette politique a favorisé l'essor d'une classe moyenne de près de 300 millions de personnes, ceux qui voient les films de Bollywood, émigrent en Europe ou aux USA et s'isolent toujours plus des classes plus défavorisées, non seulement par les traditionnelles divisions en castes, mais sur le terrain économique. On estime que plus de 700 millions d'Indiens vivent dans la pauvreté la plus absolue. La quasi-totalité d'entre eux sont des paysans qui vivent de leurs parcelles de terrain qui n'atteignent pas un hectare et dépendent des grandes entreprises privées pour la fourniture de graines, d'engrais et de matériaux. De plus, ils doivent survivre au milieu d'impressionnants projets industriels (extraction de minerais, en particulier) et hydrauliques qui inondent leurs terres ou les exproprient à des prix dérisoires. A cela il faut ajouter l'oppression traditionnelle dont souffrent les castes inférieures depuis des temps immémoriaux et la présence, toujours plus importante, des paramilitaires au service des grands propriétaires.

Il n'est donc pas étonnant que dans cette situation se soit répandue une insurrection maoïste qui s'étend désormais à 14 des 28 États de l'Inde (Chatisgarh, Jharkhand, Uttar Pradesh, Asma, Uttaranchal, Kerala, Tamil Nadu, Bengale Occidental, Gujarat, Andhra Pradesh, Madhya Pradesh, Orissa, Maharashtra et Bihar) et que, en chiffres, cela signifie que dans 165 districts sur un total de 602 qui composent administrativement le pays, ce sont les maoïstes qui contrôlent la situation. De fait, dans les cinq derniers États mentionnés on peut dire qu'il s'agit de « pouvoir populaire de nouvelle démocratie » que proclament les maoïstes étant donné que ce sont eux qui contrôlent le pouvoir dans tous les domaines, recouvrent les impôts sur les grandes entreprises dans leurs zones d'influence, construisent des digues, des systèmes d'irrigation, rendent la justice, tranchent les problèmes de limite de terres entre les paysans et ont supprimé, par exemple, les mariages entre enfants. Le premier ministre Singh a reconnu l'avance maoïste le 23 août 2006 en affirmant, de manière solennelle au Parlement, « qu'ils sont devenus le défi interne le plus grand pour la sécurité de l'Inde » (4).

### Paramilitaires à la manière centre-américaine

✘ Pour faire face à l'essor du mouvement maoïste le gouvernement de la Nouvelle Delhi a mis en marche la stratégie connue des USA au Vietnam et perfectionnée ensuite en Amérique centrale durant les processus révolutionnaires au Salvador et surtout au Guatemala : la création de hameaux stratégiques et la formation de patrouilles paramilitaires qui défendent ces hameaux (les Patrouilles d'Autodéfense Civile du Guatemala). En Inde, elles sont connues sous le nom de Salwa Judum (qui se traduirait par « Chasseurs de la paix ») et rentrent dans la catégorie des « agents de police spéciaux » dans les localités rurales. Ils sont particulièrement actifs à Chhatisgarh et c'est contre eux qu'est centrée l'actuelle offensive de la guérilla. Le 15 mars une embuscade a causé 50 morts d'une force conjointe de paramilitaires et policiers (5). La principale activité des paramilitaires est le déplacement forcé de paysans vers des « camps temporaires » créés dans les zones de Bhairamgarh, Gedam et Bijapur et dans lesquelles s'entassent actuellement 50.000 personnes (6).



*Mahendra Karma, leader du parti du Congrès et chef de l'opposition parlementaire dans l'État de Chhatisgarh, est aussi le chef des paramilitaires du Salwa Judum*

Payés par les propriétaires terriens et par l'État indien lui-même, les paramilitaires reçoivent un salaire estimé à 1.500 roupies par mois (environ 26 euros). La guerre contre-insurrectionnelle, comme dans les pays d'Amérique centrale ou le Pérou et la Colombie, cherche à couper par la terreur l'avancée de la guérilla. On estime à 5.000 les membres du Salwa Judum et leur idéologue, dans le style des paramilitaires colombiens que protégeait l'actuel président Alvaro Uribe lorsqu'il était gouverneur d'Antioquia, a été le principal dirigeant du Parti du Congrès à Chhatisgarh. C'est le parti auquel appartient le président Singh. A cela il faut ajouter 2.000 policiers « contre-terroristes », qui ont suivi un cours de formation similaire à celui qui fut à l'origine du tristement célèbre Bataillon Atlacal du Salvador, qui commit d'innombrables assassinats massifs, des vexations, des intimidations et des déplacements forcés. Comme si cette formation paramilitaire n'était pas suffisante pour arrêter la guérilla, le gouvernement offre une récompense d'un million de roupies (environ 17.000 euros) pour la dénonciation des principaux dirigeants de la guérilla.

Cette stratégie est en marche prioritairement dans la « zone rouge », dénomination que le gouvernement indien décerne aux États d'Andhra Pradesh, de Madhya Pradesh, d'Orissa, de Maharashtra et du Bihar, bien qu'au cours des derniers mois se soit déclenchée une impressionnante campagne militaire de la guérilla à Chhattisgarh, qui fait que l'exécutif de la Nouvelle Delhi se concentre sur cet État, mettant un peu de côté ses plans dans les autres. La raison pour laquelle les maoïstes se concentrent sur Chhattisgarh est que cet État, avec celui de Jharkhand, est devenu le fer de lance de la politique néolibérale du gouvernement au travers de succulents contrats de millions de dollars au profit des grandes compagnies industrielles, nationales et multinationales, de l'acier, du fer, du charbon et de l'électricité, qui vont supposer un nouvel essor de l'exode des paysans vers les quartiers misérables des villes. De fait, les plus récentes attaques de la guérilla se sont produites début juin contre la centrale électrique et les pylônes électriques des lignes à haute tension de Narayanpur, un district de Chhatisgarh (7).

#### Naxalites 1

Les maoïstes ont l'habitude d'être très avares à l'heure de revendiquer leurs actions. C'est un fait que le contrôle guérillero de cet État est quasi total, avec 10 des 16 districts qui le composent en son pouvoir (8) et que ses actions militaires sont toujours plus audacieuses, incluant des attentats contre les autorités, la police, les représentants politiques et les objectifs économiques et industriels.



#### Naxalites 2

L'objectif gouvernemental est de circonscrire la présence maoïste dans cette « zone rouge » et d'éviter qu'elle ne s'étende dans le reste du pays avec une égale force. Une fois atteint

cet objectif, la répression se centrera sur ce qu'on peut appeler les « bases d'appui » ou zones libérées. Néanmoins, ce sont les différents États qui ont la responsabilité en matière de sécurité et non le gouvernement central, et c'est donc la police et non l'armée qui mène la répression, et il y a différentes opinions sur la meilleure manière d'affronter l'essor de la guérilla.



### Naxalites 3

Dans l'Andhra Pradesh il y a une tendance à entamer des négociations directes alors que dans le Chatisgarh se développe le phénomène paramilitaire, pour prendre les deux exemples les plus extrêmes. Dans ces positions influe le rôle joué par la gauche modérée dans ces différents gouvernements ainsi que dans le gouvernement central qui tomberait sans son appui, comme on l'a déjà dit. C'est la raison pour laquelle on entreprend de timides réformes agraires dans toute l'Inde avec comme expérience pilote celle engagée en 2005 dans l'État d'origine de la guérilla : le Bengale Occidental.



### Naxalites 4

Pour le moment la guérilla laisse de côté les villes pour se centrer sur le contrôle total des campagnes, suivant la vieille stratégie d'encerclement des villes par les campagnes. La stratégie est de pénétrer dans les zones rurales, de se renforcer en leur sein et, une fois sécurisées ses bases d'appui, établir des coordinations efficaces et effectives entre les différentes cellules dans d'autres États. C'est la stratégie classique qui a donné de si bons résultats au Népal. De même que leurs camarades népalais, les maoïstes indiens respectent les autorités locales- y compris les policiers- si le peuple considère qu'elles sont honnêtes et non compromises dans des affaires de corruption ou la répression. De même ils respectent les entreprises qui sont installées dans leurs zones d'influence, mais elles doivent payer un « impôt révolutionnaire », qui varie entre 15 et 20% de leurs bénéfices, avec lequel ils financent leurs activités.

### Histoire des naxalites

Les maoïstes en Inde sont connus sous le nom de Naxalites, dénomination qui vient du village de Naxalbari, dans l'État du Bengale Occidental, où eurent lieu les premières actions armées d'une organisation dénommée Groupe Guerrier du Peuple, bras armé du Parti Communiste de l'Inde (marxiste-léniniste), qui avec la consigne d'une réforme radicale de la propriété de la terre, tient en échec depuis les années 60 le gouvernement indien. Néanmoins la rébellion qu'ils impulsèrent- prise de terres, incendie des registres de propriété cadastrale, annulation des dettes hypothécaires des paysans et exécution des principaux oppresseurs et usuriers- dura à peine trois mois, finit par une terrible répression qui fit plus de 10.000 morts et la quasi-disparition des cadres de l'organisation. Mais quelques groupes restèrent actifs bien que sans contact entre eux. Cela a provoqué le fractionnement du PCI (m-l) qui a duré jusqu'à l'année 2003, quand le Centre Communiste Maoïste et le Centre Révolutionnaire Communiste de l'Inde s'unifièrent pour former le Centre Communiste Maoïste de l'Inde (CCMI) et, une année plus tard, en 2004, il se produisit une autre unification avec une tendance du PCI (m-l) dénommée « Guerre Populaire ». C'est ainsi qu'a surgit l'actuel Parti Communiste de l'Inde (maoïste) dont le principal mot d'ordre

est « combat contre le féodalisme et l'impérialisme ».



#### Naxalites 5

S'il faut en croire les rapports des services de renseignements de l'Inde, les maoïstes de ce pays se sont « aguerris » dans la guerre populaire révolutionnaire du Népal, où ils ont acquis une plus grande formation politique et une expérience militaire. Ces services de renseignements estiment que l'Armée de guérilla de libération du peuple (nom de la branche militaire des maoïstes indiens) comptait l'année dernière 8.000 combattants, 25.000 miliciens – défendant les bases d'appui et réalisant des travaux de renseignement et d'aide logistique aux combattants – et 50.000 cadres politiques. Des chiffres faibles si on prend en compte que l'Inde est un pays qui compte près d'un milliard d'habitants, mais le rapide développement du mouvement maoïste a allumé les alarmes parmi l'élite politique indienne (9). La misère des deux tiers de la population indienne s'oppose aux désirs de l'élite de se transformer en une puissance régionale à l'abri de l'arme nucléaire et de l'accord avec les USA. Aujourd'hui les naxalites sont une réalité qu'il faut prendre en compte. Les Occidentaux qui vont en Inde auront peut-être pu constater que « naxa » est rentré dans le vocabulaire des Indiens comme une expression équivalente à « paysan rebelle » et que la lutte, actuelle et passée des naxalites fait partie de la culture indienne moderne, y inclus dans le domaine cinématographique.



#### Naxalites 6

## Notes

(1) Rajiv Sikri, « Estan los lideres de India, China y Rusia preparados para un desarrollo radical? », <http://www.nodo50.org/ceprid/territorios/rrii>

(2) Alberto Cruz, « India e Iran: otra muestra de la hipocresia occidental » <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=27805>

(3) Asia Times, 1er juin 2007

(4) Cristian Science Monitor, 28 août 2006

(5) France Press, 15 mars 2007

(6) The Indian Express, 7 juin 2007

(7) The Hindu, 3 juin 2007. Voir aussi <http://www.dnaindia.com/report.asp?newsid=1101513>

(8) Prensa Latina, 15 mars 2007

(9) The Pioneer, 27 avril 2006

[Article original en espagnol](#), Rebellion.

*Les photos Naxalites 1 à 6 et la photo de titre de l'enfant-guérillero sont extraites d'un*

*reportage photo de Namas Bhojani pour The New York Times sur l'Armée de guérilla de libération du peuple dans la Réserve forestière de Bhanupratappur, district de Kanker, État de Chhatsigarh (centre-est). La photo Naxalites 3 montre une danse d'agitprop exécutée par des combattants devant la population pour expliquer leurs objectifs.*

*Traduit de l'espagnol par Gérard Jugant et révisé par Fausto Giudice, membres de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.*

Alberto Cruz est journaliste, politologue et écrivain, spécialiste en relations internationales.

La source originale de cet article est [Rebellion](#)

Copyright © [Alberto Cruz](#), [Rebellion](#), 2007

---

Articles Par : [Alberto Cruz](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)